

# LA POUSSÉE DES MOUVEMENTS NATIONALISTES EN EUROPE CONTEMPORAINE

**Dr. Ahmet GEDIK**



M.Ü. TÜRKİYE FRANSA İLİŞKİLERİ | CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES  
UYGULAMA VE ARAŞTIRMA MERKEZİ | SUR LES RELATIONS TURQUIE - FRANCE

# LA POUSSÉE DES MOUVEMENTS NATIONALISTES EN EUROPE CONTEMPORAINE

Dr. Ahmet Gedik / L'Universite d'Istinye/ Science Politique

## Introduction

Depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, l'Europe assiste à un renouveau du nationalisme, notamment dans ses formes les plus radicales. Ce phénomène ne se limite pas à une réaction passagère aux crises contemporaines, il s'inscrit dans un contexte plus large marqué par la remise en cause des identités nationales, la méfiance envers les élites et les interrogations sur le projet d'intégration européenne. La crise financière de 2008, tout comme les vagues migratoires venues du Moyen-Orient et d'Afrique, ont nourri un climat propice au développement de discours nationalistes et xénophobes. L'essor des réseaux sociaux et des plateformes numériques a facilité la diffusion rapide de ces idées, offrant une tribune à des figures telles que Marine Le Pen, Viktor Orbán ou Giorgia Meloni. Ce nationalisme exacerbé fragilise les fondements du projet européen fondé sur la solidarité et la coopération, tout en accentuant la stigmatisation des minorités, l'érosion des droits fondamentaux et le retour de tendances autoritaires. L'analyse de cette dynamique s'avère donc indispensable pour comprendre ses implications politiques et sociales.

## Mondialisation et fractures socio-économiques

La mondialisation et les crises économiques figurent parmi les principaux facteurs ayant alimenté la montée du nationalisme extrême dans de nombreuses sociétés. Si la mondialisation favorise l'intégration économique et les progrès technologiques, elle accentue également les inégalités dans la répartition des richesses, ce qui a suscité de vives réactions, notamment dans les régions post-industrielles. Le recours accru à la délocalisation et à l'automatisation, au détriment des emplois industriels traditionnels, a engendré une stagnation économique et alimenté un mécontentement social qui a servi de terreau aux discours nationalistes (Jansen & Bacchetta, 2011). Les crises économiques ont encore renforcé cette réaction hostile à la mondialisation. Ainsi, la crise financière mondiale de 2008 a accéléré l'ascension des mouvements populistes de droite en Europe. En France, Marine Le Pen, dirigeante du Rassemblement National (RN), a présenté la mondialisation comme une menace pour l'économie et l'identité culturelle françaises, obtenant un large soutien. Parallèlement, en Hongrie, le parti Fidesz de Viktor Orbán et, en Pologne, les gouvernements nationalistes ont attribué les difficultés économiques aux influences internationales, mettant en avant un discours axé sur la souveraineté nationale. Dans ces pays, l'opposition à l'immigration et la revendication de souveraineté sont devenues les pierres angulaires de politiques hostiles à la mondialisation (Balfour, 2019).

Pays	Parti Politique	Score	Année Electorale
France	Rassemblement National (RN, anciennement FN)	31,50%	2024 (élections européennes)
Italie	Fratelli d'Italia (FdI)	26%	2022 (élections législatives)

<b>Autriche</b>	Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ)	29%	2024 (élections législatives)
<b>Allemagne</b>	Alternative für Deutschland (AfD)	24%	2024 (élections régionales)
<b>Hongrie</b>	Fidesz – Union civique hongroise	53%	2022 (élections législatives)
<b>Pologne</b>	Droit et Justice (PiS)	43%	2023 (élections législatives)

**Table 1.** Les scores électoraux des partis d'extrême droite en Europe.

Le RN illustre bien la dynamique née après la crise de 2008, sous la direction de Marine Le Pen, il a renforcé ses discours nationalistes et hostiles à la mondialisation. Le parti a imputé les difficultés économiques aux inégalités générées par la mondialisation et aux menaces pesant sur l'identité française. Selon ce discours, la crise économique provenait de la mondialisation, du libre-échange et des politiques de l'UE (Delwit et al., 2012). Le RN a affirmé que l'intégration de la France à l'économie mondiale avait accru les pertes d'emplois, fragilisé les industries locales et compromis les intérêts des citoyens français. Marine Le Pen a particulièrement critiqué les accords de libre-échange, qu'elle considérait comme des mécanismes favorisant les grandes entreprises et nuisant aux économies nationales. Le RN a également désigné l'UE comme responsable central des difficultés économiques, en dénonçant l'euro comme un obstacle à la souveraineté économique et en plaçant pour une sortie de la zone euro (Camus, 2016). Le Pen a qualifié l'UE de « menace pour la souveraineté nationale » et de structure exposant la France aux effets néfastes de la mondialisation (Reungoat, 2015).

Le RN a défini son projet comme une « *économie nationale* », promettant de restaurer l'indépendance économique grâce à des mesures protectionnistes, droits de douane, promotion de la production locale, protection des secteurs stratégiques. Ce discours a trouvé un écho particulier auprès des classes ouvrières et dans les régions frappées par la désindustrialisation. Les incertitudes, le chômage et les inégalités issues de la crise de 2008 ont offert un terrain fertile aux arguments du RN. Marine Le Pen a critiqué l'incapacité des partis traditionnels à gérer la crise, positionnant le RN comme le véritable représentant du peuple (Monzat, 2011).

En Pologne, le parti Droit et Justice (PiS) est également devenu un acteur central de ce tournant. Bien que le pays ait été moins touché économiquement par la crise de 2008, PiS a largement mobilisé les critiques contre la mondialisation, la présentant comme une menace pour l'identité, l'économie et les valeurs polonaises (Gwiazda, 2021). Le parti a dénoncé une économie mondiale exploitant la main-d'œuvre locale et renforçant les élites transnationales, plaçant pour une protection accrue de l'économie nationale (Tu & Zamecki, 2022). PiS a accusé l'UE d'interférer avec la souveraineté polonaise, affirmant que les décisions prises à Bruxelles nuisaient aux intérêts nationaux. Il a mis en avant le droit du pays à l'autodétermination et défendu des politiques sociales nationalistes (ex. le programme 500+), tout en mobilisant les valeurs catholiques et le récit de la « *forteresse européenne* » (Przybylski, 2018).

En Italie, le ***Fratelli d'Italia (Fdi)*** s'est imposé comme l'expression la plus marquante de la vague nationaliste récente. Sous la direction de Giorgia Meloni, le parti a mis en avant la défense des valeurs traditionnelles, la protection de la famille et le renforcement de la souveraineté nationale, tout en adoptant une rhétorique critique à l'égard de l'immigration et des institutions européennes (Bressanelli & De Candia, 2025). Dans un contexte de stagnation économique et de désenchantement politique, le Fdi a su capter le soutien de larges segments de la population en articulant un discours qui associe insécurité sociale et crainte d'une dilution culturelle.

En Autriche, le Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ) constitue l'un des acteurs historiques de l'extrême droite européenne. Sa progression repose sur une instrumentalisation des inquiétudes liées à l'immigration et à la sécurité intérieure, souvent présentées comme des menaces directes contre l'homogénéité culturelle du pays (Chastand, 2025). Profitant du manque de vision des partis traditionnels, le FPÖ s'est positionné comme le gardien des valeurs nationales, renforçant ainsi son assise électorale, ce que confirment ses résultats significatifs aux élections législatives de 2024. En Allemagne aussi, l'*Alternative für Deutschland* (AfD) s'est consolidée comme la principale force populiste et nationaliste, en particulier après la crise migratoire de 2015. En exploitant la peur du changement démographique et le sentiment que la classe politique traditionnelle est déconnectée des préoccupations populaires, l'AfD a su s'imposer dans plusieurs Länder. Son score de 24 % lors des élections régionales de 2024 illustre la profondeur de son ancrage et témoigne de l'attrait croissant d'un discours centré sur la souveraineté nationale et la préservation des valeurs sociales (Vaillant, 2024).

Le Brexit illustre une dynamique similaire, la crise de 2008 a nourri le mécontentement dans les zones rurales et défavorisées du Royaume-Uni, renforçant les discours souverainistes et hostiles à l'UE. La campagne du «*Take Back Control*» a insisté sur la reprise du contrôle des frontières, de l'immigration et de la politique économique. La libre circulation a été perçue comme une concurrence déloyale sur le marché du travail et comme un facteur d'érosion identitaire, tandis que les contributions financières à l'UE étaient dénoncées comme un obstacle à l'investissement dans les services publics, notamment le NHS (Blockmans, 2016; Vasilopoulou, 2016).

Aux États-Unis, la victoire de Donald Trump en 2016 constitue un autre exemple. Son slogan «*America First*» a mobilisé les frustrations des régions industrielles touchées par la crise de 2008. Trump a dénoncé les accords commerciaux (NAFTA, etc.) comme des instruments d'exploitation et accusé l'immigration de fragiliser l'économie et la sécurité américaines (Stiglitz, 2018; MacDonald, 2018).

Enfin, ce phénomène dépasse le monde occidental. En Inde, le mouvement nationaliste hindou dirigé par Narendra Modi s'est appuyé sur la perception que la mondialisation aggravait les inégalités économiques et menaçait l'identité culturelle, renforçant le discours identitaire et populiste (Gürçan & Gedik, 2020; Leroy, 2025).

Ainsi, des exemples tels que le Brexit, la victoire de Trump et l'ascension de PiS en Pologne montrent clairement comment les crises économiques et la mondialisation ont nourri le nationalisme en associant revendications de souveraineté, critique du libre-échange et protection des identités nationales.

### **Migrations et Mutations Démographiques**

Le XXI<sup>e</sup> siècle a été marqué par des mouvements migratoires sans précédent, conséquence des crises économiques, des conflits, du changement climatique et des inégalités mondiales. Les flux migratoires issus des crises politiques, économiques et sociales au Moyen-Orient et en Afrique ont profondément transformé les structures sociales et politiques de l'Europe (Lawrence et al., 2024). Les guerres, comme celle de Syrie, ainsi que les migrations du Sud global vers les pays plus riches, ont accru les tensions socio-économiques dans les pays d'accueil et fourni un terrain fertile à la progression des mouvements nationalistes extrêmes.

L'hostilité envers les migrants s'est nourrie de la crainte des changements démographiques et de l'idée selon laquelle ces derniers briseraient l'homogénéité culturelle. Les mouvements d'extrême droite ont encadré la migration comme une menace existentielle pour l'identité nationale, diffusant l'idée que les migrants exercent une pression sur le marché du travail et épuisent les systèmes de protection sociale. La diffusion de fausses informations a renforcé des inquiétudes économiques et sociales déjà présentes dans l'opinion publique. En France, le RN,

après la crise financière mondiale de 2008, instrumentalisé le chômage et la perte de revenus pour accuser les migrants de nuire aux travailleurs français et de fragiliser l'identité nationale (Monzat, 2011). Ce discours a particulièrement résonné dans les zones rurales et ouvrières touchées par l'incertitude économique, élargissant ainsi la base électorale du RN.

En Pologne, le parti Droit et Justice (PiS) a exploité la crise migratoire européenne de 2015 pour présenter les politiques de relocalisation obligatoire de l'UE comme une atteinte à la souveraineté nationale (Przybylski, 2018). En affirmant que les migrants menaçaient la culture et la sécurité de la société polonaise, le PiS a amplifié la méfiance à l'égard de Bruxelles et renforcé son soutien populaire, en particulier dans les régions se sentant déjà marginalisées (Hutter, 2022).

Dans la période post-crise, le rejet des migrants s'est combiné avec la perte de sécurité de l'emploi et la pression salariale subie par de larges segments de la population. Le Brexit au Royaume-Uni et l'élection de Donald Trump aux États-Unis illustrent cette dynamique, le slogan «*Take Back Control*» au Royaume-Uni, et la rhétorique «*America First*» aux États-Unis, ont placé l'immigration et la mondialisation au cœur des frustrations sociales et économiques (Baker & Bader, 2022).

Les mouvements nationalistes extrêmes n'ont pas seulement décrit l'immigration comme une menace économique, mais aussi comme une crise existentielle pour l'identité et la sécurité nationales. L'idée du «*grand remplacement*» a alimenté la peur que les populations locales soient systématiquement remplacées par les migrants (Zavatti, 2022). Ces récits ont permis aux leaders nationalistes de manipuler les inquiétudes populaires afin de justifier des politiques restrictives et des mesures d'assimilation culturelle. L'hostilité envers les migrants, combinée aux critiques de la mondialisation et aux tensions issues des crises économiques, a ainsi joué un rôle central dans la montée du nationalisme extrême en Europe et en Amérique.

L'ascension des mouvements nationalistes en Europe ne peut pas être expliquée uniquement par les effets déstabilisateurs de la mondialisation. Elle s'inscrit également dans une dynamique politique plus large, marquée par l'incapacité des partis traditionnels, qu'ils soient de centre-droit ou de centre-gauche, à répondre de manière convaincante aux inquiétudes économiques, sociales et identitaires de larges segments de la population. Le déficit de vision et de renouvellement de ces formations a contribué à créer un espace que les forces nationalistes ont su investir, en articulant un discours de rupture qui promet à la fois protection sociale, défense de la souveraineté et réaffirmation d'une identité culturelle perçue comme menacée. Ainsi, le succès des partis comme le Rassemblement National, le FdI en Italie ou l'AfD en Allemagne apparaît moins comme un simple produit dérivé de la mondialisation que comme le symptôme d'une crise plus profonde de la représentation politique européenne.

## **Conclusion**

La mondialisation, les crises économiques, les transformations culturelles et les flux migratoires ont constitué des facteurs déterminants dans la montée en puissance des mouvements nationalistes extrêmes en Europe. En particulier, la crise financière de 2008 a engendré des incertitudes et des pertes d'emplois dans les économies locales, lesquelles, combinées aux inégalités générées par le système économique mondial, ont favorisé la popularisation des discours nationalistes. Des exemples comme le Brexit ou l'ascension de Donald Trump

montrent comment ces processus ont alimenté le nationalisme et façonné des mouvements hostiles à la mondialisation. Par ailleurs, l'insécurité culturelle et les politiques identitaires – nourries par la peur des changements induits par l'immigration et le multiculturalisme – se sont imposées comme des motivations centrales des mouvements nationalistes. En France (RN), en Pologne (PiS) et en Allemagne (AfD), ces partis ont exploité les inquiétudes liées à l'homogénéité culturelle pour renforcer leurs discours nationalistes et accentuer la polarisation sociale.

Dans ce contexte, la montée du nationalisme extrême apparaît non seulement comme le résultat de facteurs économiques et culturels, mais aussi comme un processus façonné par les identités locales et les perceptions de sécurité collective. L'hostilité envers les migrants, le mécontentement social nourri par les crises économiques et la perception de menaces pesant sur l'identité nationale se sont imposés comme des piliers du discours nationaliste. Ces dynamiques ont accentué les tensions entre mondialisation, souveraineté nationale et transformations culturelles. La progression du nationalisme extrême ne se réduit donc pas à la défense des intérêts économiques des populations locales, elle traduit également une volonté de préserver les identités culturelles, redéfinissant en profondeur la structure sociale européenne.

L'insécurité culturelle et la politique identitaire montrent que le nationalisme extrême ne se nourrit pas uniquement des crises économiques, mais également des transformations rapides des normes sociales. Le sentiment que les valeurs traditionnelles sont menacées, la nostalgie d'un passé homogène et le désir de préserver une certaine «*pureté culturelle*» ont joué un rôle crucial dans la mobilisation nationaliste. En Hongrie, en Pologne, en Allemagne, en Italie et en France, ces dynamiques ont renforcé l'influence des leaders nationalistes et soulevé de sérieuses interrogations sur l'avenir de l'intégration internationale. Face à ces tensions, l'Europe est confrontée à un défi majeur, élaborer des politiques inclusives capables de réduire les fractures sociales et culturelles.

## Références

- Blockmans, S. (2016). Brexit, Globalisation and the Future of the EU. *Intereconomics*, 51(4), 182-183.
- Bressanelli, E., & De Candia, M. (2025). Fratelli d'Italia in the European Parliament: between radicalism and conservatism. *Contemporary Italian Politics*, 17(1), 61-80.
- Camus, J. Y. (2016). Le Front national et les relations internationales. *Fondation Jean Jaurès*.
- Delwit, P., Amjahad, A., Bréchon, P., Dolez, B., Gombin, J., Ignazi, P., ... & Schwengler, B. (2012). *Le Front National: mutations de l'extrême droite française*. Bruxelles: Editions de l'Université de Bruxelles.
- Gürçan, E. C., & Gedik, A. (2020). Hindistan ile Pakistan'da yükselen popülizmin ikili ilişkilere etkisi ve Keşmir sorunu. *Ulusaldan Küresele : Popülizm, Demokrasi, Güvenlik Konferansı*. (s.64-70). İstanbul: Işık Üniversitesi Yayınları.
- Gwiazda, A. (2021). Right-wing populism and feminist politics: The case of Law and Justice in Poland. *International Political Science Review*, 42(5), 580-595.
- Hutter, S., & Kriesi, H. (2022). Politicising immigration in times of crisis. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 48(2), 341-365.
- Jansen, M., & Bacchetta. (2011). *Making globalization socially sustainable*. International Labour

Office.

- Leroy, A. (2025). La «nouvelle Inde» de Modi: des enjeux et des luttes–Centre tricontinental. *CETRI*, Adresse d'accès: <https://www.cetri.be/La-nouvelle-Inde-de-Modi-des?lang=fr>
- MacDonald, P. K. (2018). America first? Explaining continuity and change in Trump's foreign policy. *Political Science Quarterly*, 133(3), 401-434.
- Mellersh, N. (2024). La Hongrie à la tête de l'UE : quelles conséquences pour la politique migratoire européenne ?. *InfoMigrants*. 5 Temmuz 2024, Adresse d'accès: <https://www.infomigrants.net/fr/post/58233/la-hongrie-a-la-tete-de-lue--quelles-consequences-pour-la-politique-migratoire-europeenne>
- Monzat, R. (2011). Le Front national et les droites populistes xénophobes européennes. *Recherches internationales*, 92(1), 13-29.
- Przybylski, W. (2018). Explaining eastern Europe: Can Poland's backsliding be stopped?. *Journal of Democracy*, 29(3), 52-64.
- Reungoat, E. (2015). Chapitre 10/Le Front National et l'union européenne. In *Les Faux-semblants du Front national* (pp. 225-246). Presses de Sciences Po.
- Stiglitz, J. E. (2018). Trump and globalization. *Journal of Policy Modeling*, 40(3), 515-528.
- Tu, D., & Zamecki, L. (2022). European Right-Wing Populist Parties' Approach toward China: Between Anti-Globalization and Appeal for Diversified International Partnerships. *Canadian Journal of European and Russian Studies*, 15(2), 1-24.
- Vaillant, J. (2024). Une résistible ascension de l'AfD? L'ancrage électoral et politique de l'AfD. *Allemagne d'aujourd'hui*, 247(1), 3-10.
- Vasilopoulou, S. (2016). UK Euroscepticism and the Brexit referendum. *The Political Quarterly*, 87(2), 219-227.
- Zavatti, F. (2022). Far Right's Engagement with National Identity Issues in Online Spaces. *Diva-Portal*. Adresse d'accès: <https://www.diva-portal.org/smash/get/diva2:1642227/FULLTEXT02>